

## MANUFACTURIERS QUÉBÉCOIS

### POUR SE TRANSFORMER, IL FAUDRA MISER SUR LES HUMAINS... PAS JUSTE SUR LES MACHINES

**Montréal, le 19 octobre 2023** – Avec des difficultés de recrutement qui sont là pour rester et des pressions grandissantes pour réduire leur impact environnemental, les manufacturiers québécois doivent investir pour améliorer leur performance et adopter les meilleures pratiques. Les incitatifs financiers ont longtemps été vus comme l'unique levier pour stimuler ces investissements. Or, une étude menée par l'Institut du Québec, en collaboration avec Manufacturiers et Exportateurs du Québec et Fondation, révèle que le rehaussement des compétences, notamment chez les gestionnaires, s'avère une condition tout aussi indispensable pour se transformer.

#### Une question d'argent mais aussi de compétences

Pour stimuler les investissements en machinerie et en technologies au sein des entreprises, les gouvernements ont jusqu'ici principalement eu recours à des allègements fiscaux. Toutefois, malgré ces mesures, le niveau d'investissement des entreprises québécoises demeure plus faible que celui observé dans les juridictions avec lesquelles elles sont habituellement comparées.

Si la capacité financière des entreprises se pose comme un élément central aux décisions d'investissements, leur aptitude à instaurer des changements apparaît de plus en plus comme un obstacle de taille. À ce chapitre, la présente analyse montre que les barrières à l'adoption de nouvelles technologies, surtout au sein des PME, s'expliqueraient principalement par la faible maîtrise des enjeux technologiques par les dirigeants, le manque de compétences pour identifier et implanter les technologies et, les difficultés d'adaptation de la main-d'œuvre.

Si l'écart de productivité entre le Québec et l'Ontario est bien connu – il s'élève à 5,2 % pour le secteur manufacturier – le fait qu'il émette 7,4 % plus de gaz à effet de serre (GES) pour la même production l'est toutefois moins. Ce secteur a donc tout intérêt à adopter de meilleures pratiques et à se transformer pour parvenir à faire plus avec moins. « Comblé les écarts de productivité est loin d'être un objectif économique théorique, il s'avère essentiel pour pallier les pénuries de main-d'œuvre auxquelles font face les employeurs mais aussi répondre aux exigences environnementales de leurs investisseurs et clients », soutient Emna Braham, directrice générale de l'Institut du Québec et coautrice de l'étude.

#### Un cercle vicieux à briser

L'étude révèle aussi que les entreprises qui ont le moins investi en machinerie et technologies sont également celles qui font le plus face à des difficultés de recrutement. Comme ces entreprises ont davantage recours à une main-d'œuvre plus nombreuse, peu qualifiée et plus faiblement rémunérée; elles sont, par conséquent, plus affectées par les pénuries de main-d'œuvre.

Certains manufacturiers s'enlisent donc dans un cercle vicieux où la faible productivité de leur entreprise ne permet pas de dégager les marges nécessaires pour investir en automatisation,

former leur personnel et donc, leur offrir de meilleures conditions de travail, ce qui perpétue leurs difficultés à recruter.

### **Par où commencer?**

« La formation, en permettant aux gestionnaires et aux travailleurs de mieux identifier et intégrer de nouvelles technologies, nous apparaît comme l'outil à privilégier pour briser ce cercle. Et pourtant, plusieurs entreprises se font actuellement refuser de l'aide en matière de formation de la main-d'œuvre pour moderniser leurs activités ou encore amorcer un virage technologique qui leur permettrait d'accroître leur productivité. Le Québec accuse déjà un retard important à ce chapitre. Il serait donc grand temps que le gouvernement fasse davantage preuve de cohérence et de vision dans ses programmes et son soutien en matière de formation », affirme Véronique Proulx, présidente-directrice générale de Manufacturiers et Exportateurs du Québec.

À la lumière de cette analyse, trois axes d'intervention devraient être priorités :

- 1) **Développer les compétences vertes et technologiques des gestionnaires** pour renforcer leur aptitude à évaluer les besoins et à intégrer de nouvelles technologies. La profession la plus commune dans le secteur manufacturier est celle de directeur de la fabrication (plus de 32 000 personnes occupaient ce poste en 2022). Ces gestionnaires doivent voir à la planification des changements en matière de machines et d'équipement, de système de production et de méthodes de travail. Ils jouent donc un rôle central dans l'adoption de nouvelles technologies et de pratiques durables. Investir dans leur formation aurait des répercussions certaines sur l'ensemble du secteur;
- 2) **Rehausser les compétences en maintenance de la machinerie**, car l'automatisation des procédés pourrait réduire le besoin pour certains types de travailleurs et complexifier les tâches des techniciens assignés à l'entretien;
- 3) **Automatiser davantage les tâches inhérentes aux postes moins bien rémunérés et plus difficiles à combler**. Dans un contexte de rareté de main-d'œuvre, les manufacturiers pourront moins miser sur cette catégorie de travailleurs qui se fait de plus en plus rare. Pour effectuer ces transitions de manière harmonieuse, il faudra cependant requalifier certains de ces travailleurs et impliquer les parties syndicales pour assurer une adhésion.

### **Les politiques publiques ne pourront pas tout régler**

Si les gouvernements peuvent encourager les entreprises à adopter des pratiques plus souhaitables comme rehausser les compétences de leurs employés ou encore réduire leurs émissions de GES, les grandes entreprises peuvent indéniablement jouer un rôle de premier plan en incitant leurs partenaires et fournisseurs (souvent de plus petites entreprises) à se transformer.

« Cette avenue représente d'autant plus une solution dans un contexte où l'économie doit se transformer pour répondre à de nouveaux besoins et respecter les limites de la planète, prévient Daniel Charron, vice-président, Engagement sociétal et affaires publiques chez Fondation. Plus que jamais, les financiers et les grandes entreprises intègrent des critères extra-financiers dans l'évaluation de leur performance et doivent s'engager à réduire leurs impacts sociaux et environnementaux négatifs. Les PME manufacturières gagneront donc à intégrer le plus rapidement possible ces critères afin de renforcer leur compétitivité dans les chaînes de valeur. »

**Pour en savoir plus :** téléchargez le rapport [Former pour mieux performer: Analyse sur les enjeux du secteur manufacturier](#)

#### **À propos de l'Institut du Québec**

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui publie des recherches et des études sur les enjeux socioéconomiques contemporains du Québec. Il vise à fournir aux autorités publiques, au secteur privé et à la société civile les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique et prospère.

institutduquebec.ca | @InstitutduQC

#### **À propos de MEQ**

MEQ représente quelque 1 100 manufacturiers à l'échelle du Québec. Le secteur manufacturier québécois emploie plus de 502 300 personnes et, représente 12,6 % du PIB ainsi que 86,8 % des exportations. En 2002, il a généré des ventes globales de près de 213,2 milliards de dollars.

<https://meq.ca>

#### **À propos de Fondation**

Précurseur depuis plus de 25 ans, Fondation, c'est le fonds d'investissement de ceux qui se mobilisent pour la transformation positive de l'économie québécoise. Pour rendre notre économie plus performante, plus équitable, plus inclusive et plus verte. En tant que fonds de travailleurs, Fondation représente plus de 200 000 actionnaires et des centaines d'entreprises engagées pour faire progresser le Québec. Il gère un actif net qui totalise plus de 3,34 milliards de dollars investis dans des centaines d'entreprises et sur les marchés financiers, en privilégiant des investissements qui génèrent des impacts économiques, sociaux et environnementaux positifs en plus d'un rendement financier. Fondation participe au maintien et à la création d'emplois, à la réduction des inégalités et à la lutte contre les changements climatiques.

[fondation.com](http://fondation.com)

Source :

Liette D'Amours

Responsable des relations avec les médias

514 649-2347 – [liette.damours@comredac.com](mailto:liette.damours@comredac.com)